



Les évolutions de l'emploi salarié dans la région mulhousienne et le sud Alsace

Bilan de l'année 2017



SOMMAIRE

Introduction	03
Les évolutions de l'emploi dans m2A, par secteur	04
Les activités industrielles	04
Une contre-performance d'ensemble	04
Mais avec de fortes disparités	04
Les activités orientées à la hausse	04
Les activités aux effectifs stables	04
Les activités où les effectifs croissent	05
L'intérim	05
La construction	06
Le commerce	06
Les services	07
Les services aux entreprises	07
Les services aux particuliers	07
Les services collectifs	08
• Synthèse : pour une vision plus juste des évolutions de l'emploi dans m2A	09
Quelles évolutions de l'emploi dans le sud Alsace ?	10
Les dynamiques de l'emploi	10
Les effectifs annuels moyens	10
La répartition sectorielle de l'emploi	11
Dans l'industrie	11
Dans le BTP	11
Dans le commerce	12
Dans les services	12
Dans l'intérim	13
• Synthèse : un territoire qui se recompose	13
Quels types de postes créés dans la région mulhousienne ?	14
Dans l'industrie	14
Les activités en pertes d'effectifs	14
Les activités aux effectifs croissants	14
Les activités aux effectifs stables	15
Dans la construction	15
Dans le commerce	16
Dans les services	16
Les services aux entreprises	16
Les services aux particuliers	17
Les services collectifs	17
• Synthèse : une situation paradoxale	18
A retenir	19



Introduction

Les évolutions de l'emploi salarié en 2015, 2016 et 2017, dans m2A

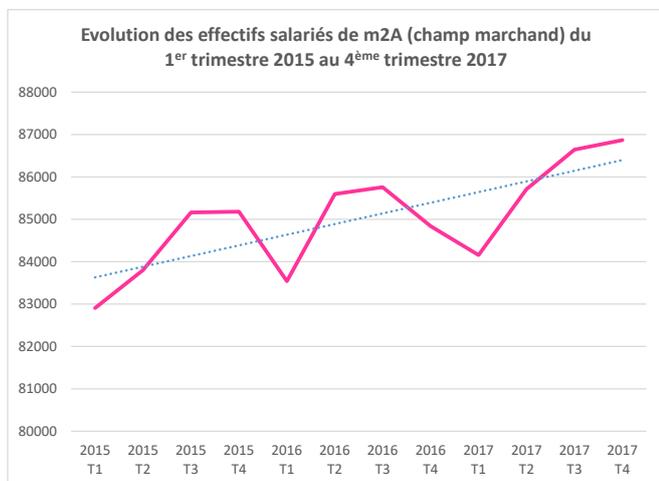
Les données de l'URSSAF concernant les emplois salariés du champ marchand ont jusqu'à présent été traitées «en dynamique». Le 1^{er} trimestre 2015 constitue l'année de référence pour suivre l'évolution, trimestre par trimestre, des effectifs salariés.

Ce choix est soutenu par deux raisons.

La première est qu'un changement de nomenclature est intervenu, ce qui produit une rupture de série. La nouvelle série commence au 1^{er} trimestre 2015.

La seconde est que ce 1^{er} trimestre 2015 correspond à peu près à la période où l'économie locale redémarre et recrée de l'emploi. Il est donc pertinent de suivre l'évolution des effectifs salariés à partir de cette date.

Ce suivi régulier montre qu'existe une forte dynamique de création de postes. La tendance est clairement orientée à la hausse jusqu'à présent.



Cette approche présente un inconvénient majeur. Celui de sur-estimer le volume d'emplois créé. La courbe ci-dessus donne à voir un volume d'emplois qui est passé, entre le 1^{er} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2017, de 82 900 à 86 900 postes de travail. C'est tout à fait juste, mais il se trouve que le 1^{er} trimestre de chaque année est assez systématiquement un trimestre «creux», avec un faible volume d'emplois. Prendre comme référence ce trimestre introduit donc un biais.

C'est pourquoi nous mettons à profit le fait de disposer maintenant de 3 années pleines : 2015 - 2016 - 2017,

pour réfléchir non plus «en dynamique», mais en «stocks». Entendons par là qu'il est possible de calculer des effectifs moyens annuels. Et de calculer les évolutions de l'emploi par rapport à ces moyennes annuelles.

Cela ne change rien à la dynamique constatée, mais réduit quelque peu l'ampleur de la dynamique : dans la région mulhousienne, 1 580 postes ont été créés sur la période. Il ne s'agit bien sûr que d'une estimation, mais elle est plus réaliste que l'approche «dynamique».

En appliquant la même méthode de calcul des effectifs annuels moyens, les différents secteurs d'activités sont présentés, en détaillant certaines activités. Pour l'industrie, les activités ont été regroupées suivant qu'elles créent, perdent ou stabilisent leurs effectifs. Les services aux entreprises, aux particuliers et au public sont distingués.

Cela permet d'avoir une vision plus précise de l'évolution des emplois selon les activités et également de voir si, selon ces types d'activités, il est possible de trouver des modalités différentes de gestion de la main d'oeuvre, appréhendées au travers d'un indice de rotation de l'emploi et d'un indice de précarité de l'emploi.

Avant d'en arriver là, des données concernant les différents EPCI du sud Alsace sont présentées qui permettent de dresser un tableau des évolutions du territoire et de positionner la région mulhousienne dans un territoire plus large.

Les sources

Comme d'habitude, les données présentées sont intégralement issues de l'URSSAF et doivent être considérées comme provisoires. Elles sont susceptibles d'évoluer à la marge en fonction des corrections apportées par les services de l'URSSAF.

A savoir

Les données de l'URSSAF ne comprennent que les postes tenus par des salariés du secteur marchand (employés par des entreprises cotisant au régime général de la sécurité sociale). Les agents des fonctions publiques et les indépendants ne sont donc pas concernés par les données analysées dans ce document.



Les évolutions de l'emploi dans m2A par secteur

Grâce à des données complètes sur 3 ans, les volumes d'emploi sont suffisants pour pouvoir détailler les évolutions de l'emploi. Sont ainsi distingués plusieurs types d'activités industrielles et de services qui ont des fonctionnements spécifiques.

➔ Les activités industrielles

Une contre-performance d'ensemble pour l'industrie

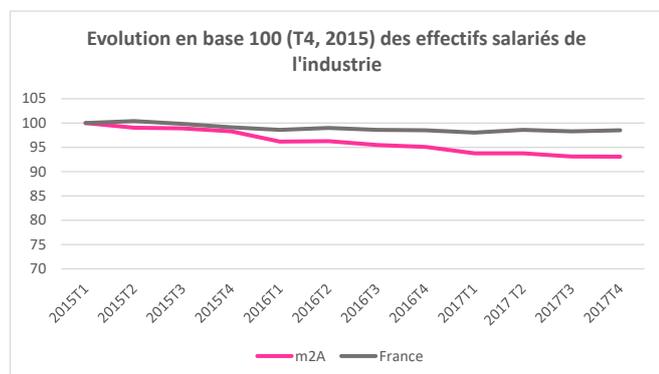
La performance des activités industrielles est, sur la période 2015-2017, assez mauvaise dans l'ensemble.

Postes créés 246

Postes perdus 1415

Solde -1169

60% des postes perdus relèvent de l'industrie automobile qui a perdu plus de 900 postes en deux ans. Les créations dans les autres activités industrielles sont insuffisantes pour compenser les pertes. C'est à dire que **le tissu industriel continue de s'appauvrir.**



Et le rythme de décroissance des effectifs industriels est plus élevé localement qu'en France qui ne voit chuter ses effectifs industriels que de 1,5% quand ceux de m2A baissent de 7%.

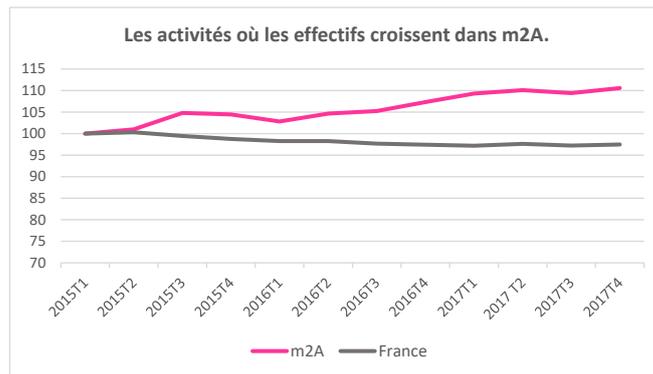
Mais avec de fortes disparités

Les activités industrielles peuvent être regroupées en 3 groupes.

• Les activités orientées à la hausse des effectifs

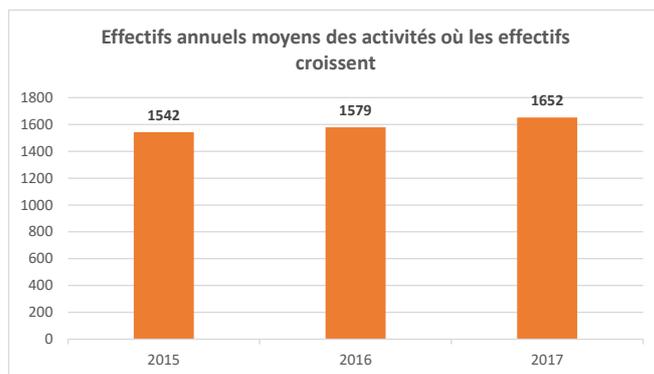
Elles sont au nombre de 3 :

- Fabrication d'équipements électriques/électroniques
- Fabrication de machines et équipements industriels
- Eau, gestion des déchets.



Elles ont créé 159 postes de travail et réalisent une meilleure performance qu'au niveau national avec une croissance de 10,5% alors qu'en France est constatée une décroissance de 2,5%.

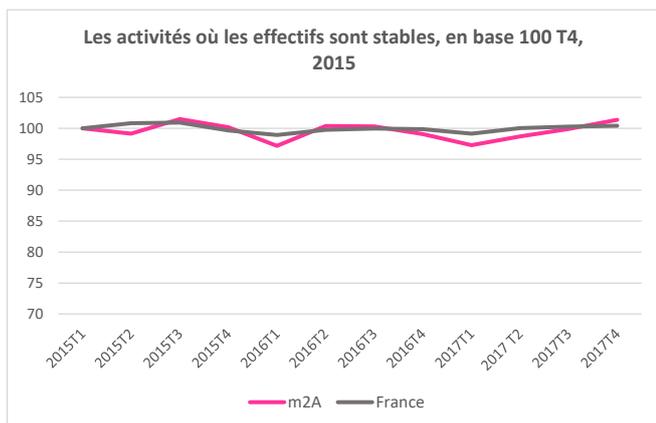
Toutefois, ces activités ne représentent que 1 663 emplois, soit 10,6% des emplois industriels.



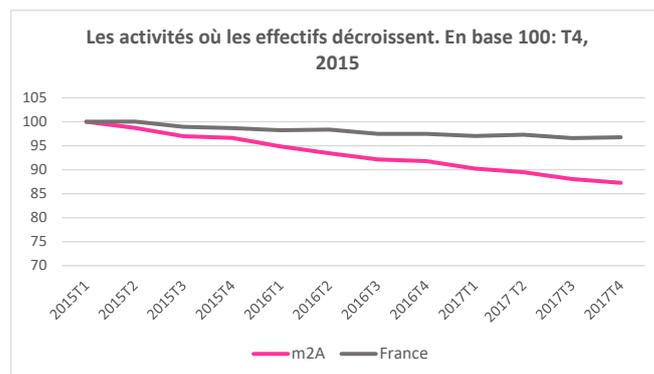
• Les activités où les effectifs sont stables

Elles sont au nombre de 5 :

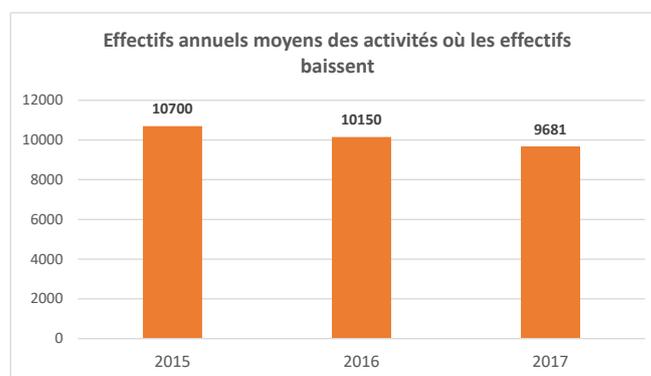
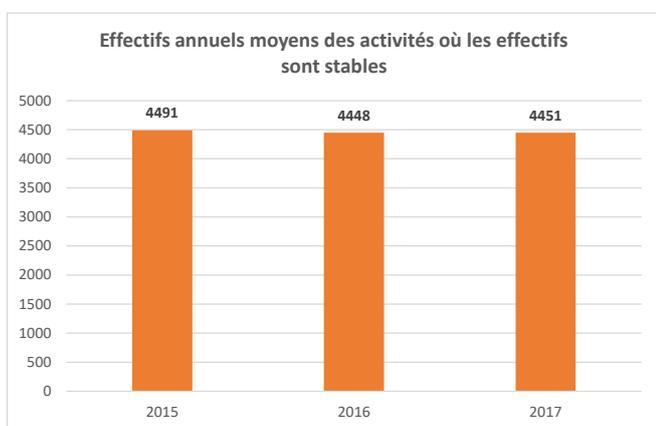
- Industries Agro-alimentaires,
- Industries extractives,
- industries chimiques et pharmaceutiques,
- plasturgie, fabrication de produits minéraux
- et fabrication de produits informatiques.



Ces activités ont créé, entre 2015 et 2017, 63 postes de travail. Leur dynamique est similaire à celle constatée au plan national, avec même un «petit» mieux puisque l'indice s'établit à 101,4 pour 100,4 au niveau national.



Leur dynamique régressive est nettement plus marquée qu'en France où elles ont perdu 2,6% de leurs effectifs, contre 12,7% localement.



Mais, là également, le poids de ces activités «stables» est relativement faible. Avec 4 543 postes de travail, ces 5 activités ne représentent que 29% des effectifs industriels. C'est dire que **l'essentiel des emplois industriels se trouvent dans des activités orientées à la baisse des effectifs.**

➔ L'intérim

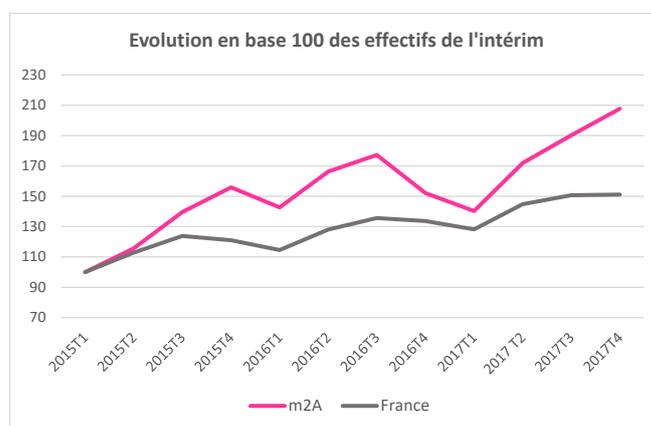
La baisse de l'emploi, notamment dans l'automobile et dans le travail des métaux est indéniable. Néanmoins, cette baisse est également imputable à un recours croissant à l'intérim qui va de record en record.

Les activités où les effectifs décroissent

Elles sont au nombre de 6 :

- industrie de l'habillement (339 salariés fin 2017),
- industrie du bois et papier (684 salariés fin 2017),
- fabrication de matériel de transport (localement: automobile) (5878 salariés fin 2017),
- fabrication, distribution d'électricité, énergie (1 018 salariés fin 2017)
- métallurgie et travail des métaux (725 salariés fin 2017)
- travail du bois et industries diverses (875 salariés fin 2017).

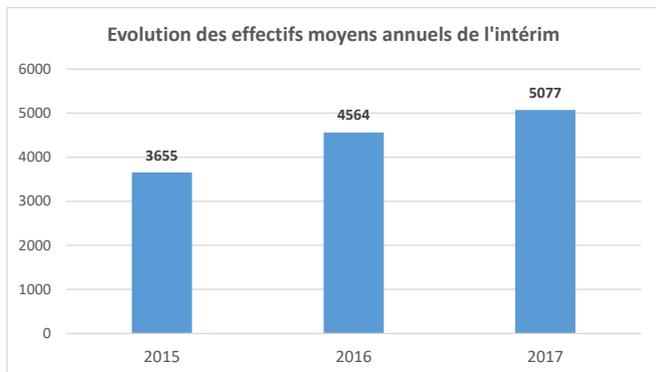
Elles ont perdu 1 389 postes de travail entre 2015 et 2017 avec de très fortes pertes dans l'industrie automobile : - 932 postes de travail.





Les effectifs locaux ont plus que doublé (+107%), alors que les effectifs nationaux n'ont augmenté «que» de 51%.

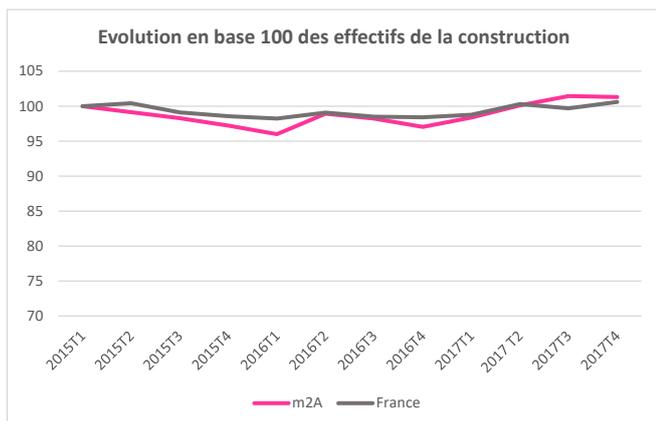
Comme le montre le graphique précédant, les évolutions trimestrielles sont beaucoup plus marquées, à la hausse comme à la baisse, qu'au plan national.



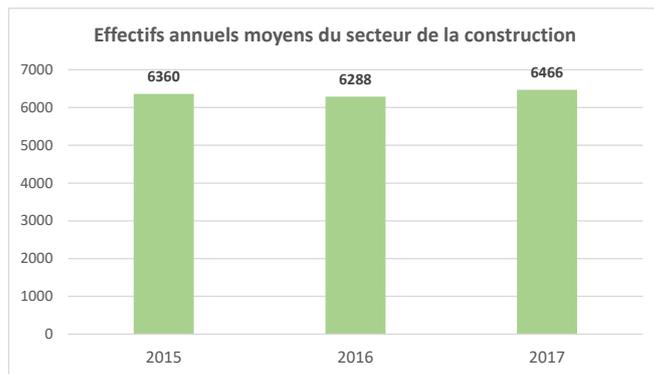
Avec plus de 5 000 salariés en moyenne sur l'année 2017, l'intérim représente presque 6% des emplois salariés de l'agglomération. Il ne pesait que pour à peine plus de 4% en moyenne sur l'année 2015. La reprise de l'emploi constatée depuis le début 2015 s'alimente donc en grande partie par la croissance des emplois intérimaires.

➔ La construction

L'emploi dans la construction est resté à peu près stable dans l'agglomération, tout comme au plan national. Avec un «petit plus» au plan local puisque l'indice s'établit à 101,3 contre 100,6 au plan national.

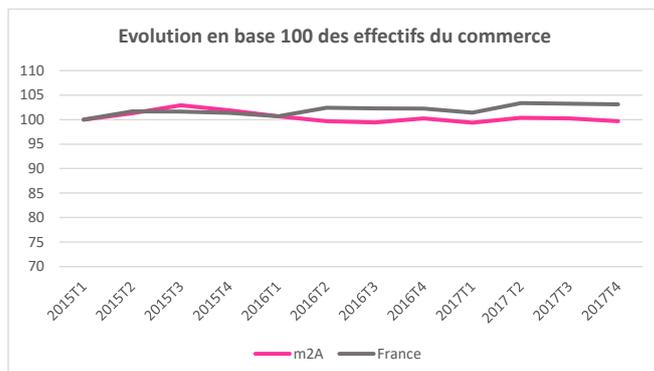


Avec 6 530 emplois à la fin de l'année 2017, la construction représente 7,5% des effectifs salariés. Ce qui est sensiblement la même part qu'au plan national (0,1 point d'écart).

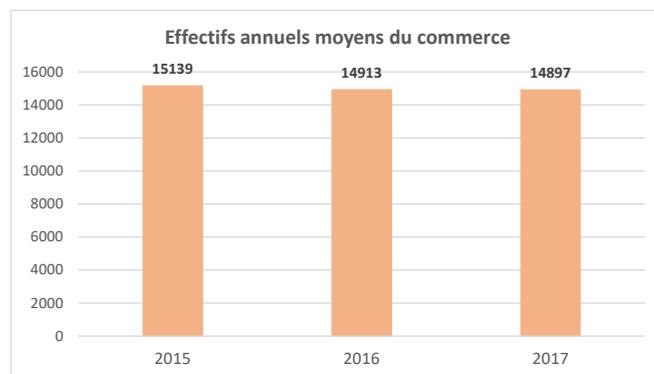


➔ Le commerce

Sur la période 2015 -2017, les effectifs du commerce sont à peu près stables (-0,3%). C'est une performance toute relative puisque les effectifs du commerce ont crû de 3,1% au plan national.



Avec à peu près 15 000 salariés (moyenne annuelle), les activités liées au commerce constituent une part importante de l'emploi local : 17,3%, à mettre en lien avec le développement important de l'appareil commercial dans l'agglomération

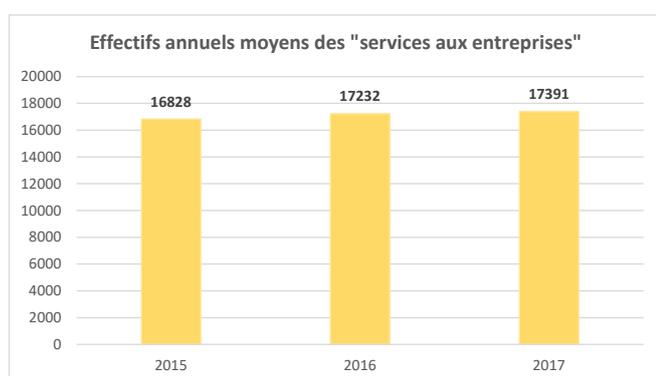


➔ Les services

Les activités de service ont été découpées en 3 groupes d'activités, en fonction de leurs marchés principaux : les entreprises, les particuliers, le public

• Les services aux entreprises

Rentrent dans cette catégorie (non officielle) : les activités scientifiques et techniques (ingénierie, conseil...), la R&D, les activités de soutien aux entreprises, auxquelles ont été ajoutées les activités de transport et d'entreposage. Ce groupe d'activités est très important. Il représente plus de 17 000 emplois. Soit un peu plus de 20% de l'emploi annuel moyen de 2017.



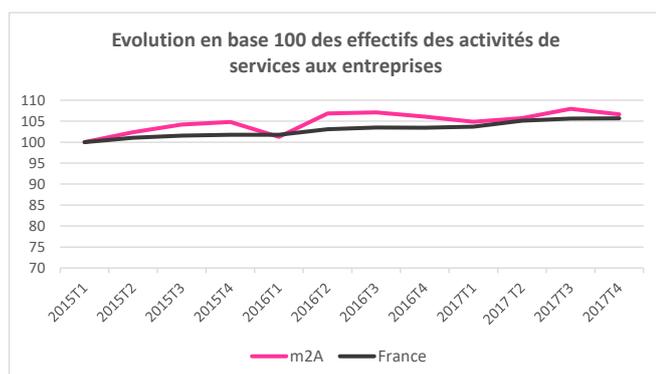
Les effectifs salariés sont croissants dans ces activités et, bonne nouvelle, leur rythme d'accroissement (+6,6%) est légèrement supérieur au rythme national (+5,7%).

Avec là aussi, on relève des variations trimestrielles beaucoup plus marquées qu'au plan national.

Deux hypothèses peuvent être faites quant aux évolutions locales de ces activités :

1) Un mouvement de rattrapage. Elles ne représentaient que 20% des effectifs salariés locaux (moyenne annuelle 2015) alors qu'elles représentaient 21,7% de l'emploi national.

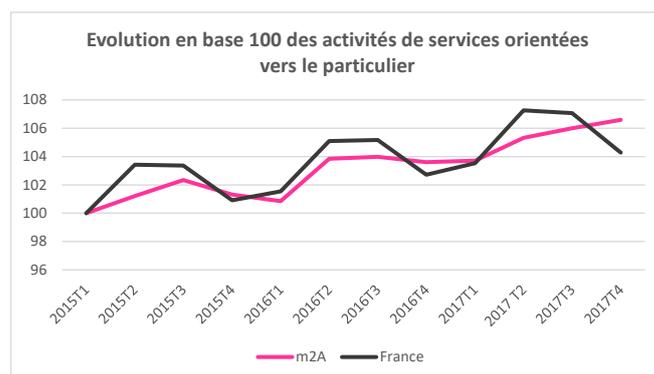
2) Un mouvement d'externalisation d'un ensemble d'activités plus marqué qu'au plan national.



• Les services aux particuliers

Cette catégorie résulte de l'agrégation d'activités marchandes et non marchandes, mais davantage tournés vers les particuliers.

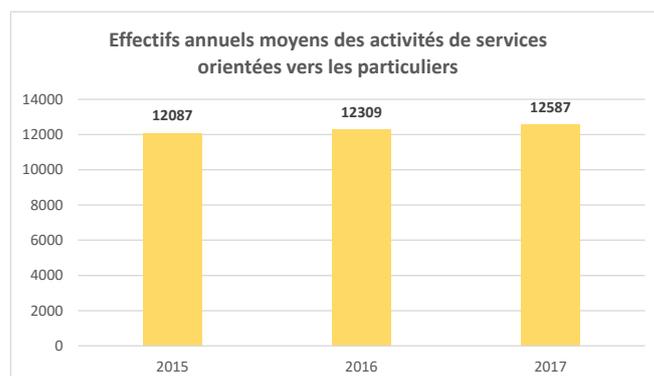
En détail : hôtellerie restauration, activités financières, immobilier, édition et audiovisuel, télécommunications, activités informatiques pour les activités marchandes.
Arts, spectacles et activités récréatives et autres activités de services pour les activités non marchandes.



Ces activités ont une dynamique assez soutenue, avec une croissance de +6,6% depuis le premier trimestre 2015, ce qui est supérieur au score national : +4,3.

Les dynamiques sont toutefois différentes selon les activités. La progression de l'emploi se concentre dans les activités de :

- Hébergement et restauration = 515 postes (soit +15,5%) ce qui est sensiblement supérieur au plan national (+7,8%)
- Edition et audiovisuel = +136 postes soit +22,2% alors que les effectifs nationaux régressent légèrement (-1%)
- Arts, activités récréatives : +83 postes soit + 8,3% contre +1,9% au plan national.



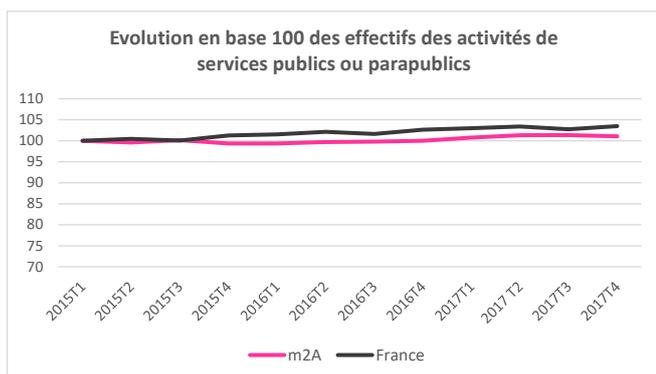
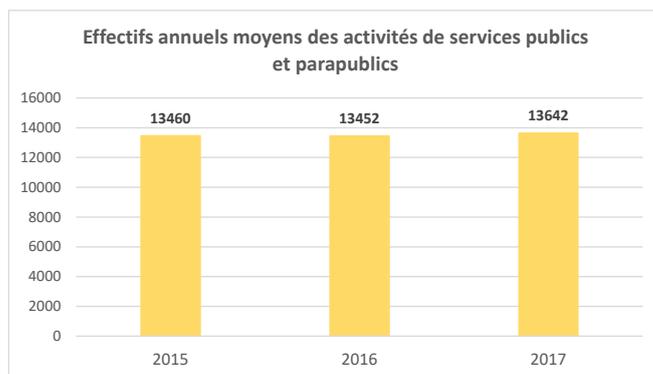


Les autres activités sont à peu près stables et ensemble ne créent que 53 postes. A remarquer tout de même **la faiblesse des activités informatiques** dont les effectifs progressent de 13,9% au plan national, alors qu'ils perdent 2,5% de leurs effectifs localement.

Au total, l'ensemble du groupe d'activités a gagné 787 postes entre 2015 et 2017.

• Les services collectifs

Sont regroupées les activités d'administration, d'éducation, de santé et d'action sociale.



Ce sont des activités dont les effectifs sont généralement stables. Seules les activités pour la santé humaine croissent sensiblement : +175 postes soit +6,2%

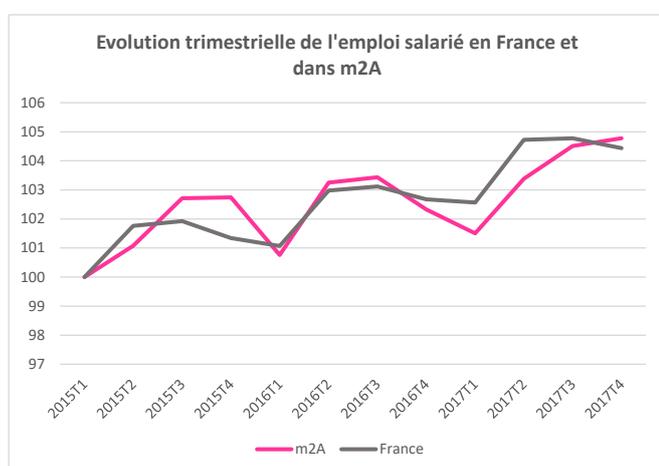
Comparativement au plan national, la croissance des effectifs est nettement plus modérée : +1% contre +3,5% en France. Mais il faut rappeler que ces activités pesaient davantage dans l'emploi local avec, en moyenne annuelle 2015, 16% des effectifs salariés privés totaux de m2A, contre 12,9% au plan national.

Synthèse

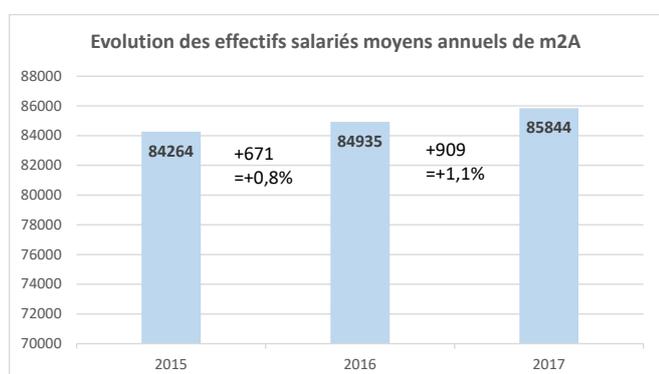
Pour une vision plus juste des évolutions de l'emploi dans m2A

L'évolution de l'emploi entre le 1^{er} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2017 fait apparaître une évolution positive de 3 961 postes de travail, soit une croissance de 4,8%. Ce qui est légèrement supérieur à la croissance des effectifs salariés en France sur la même période : +4,4%.

Ces données rendent très imparfaitement compte de la situation. En effet, les variations trimestrielles des effectifs sont très fortes dans la région mulhousienne.



Le fait de calculer l'évolution de l'emploi à partir d'un trimestre généralement creux conduit à une sur-évaluation des créations d'emploi sur la période 2015-2017.



Pour obtenir une image plus réaliste et plus juste de la situation, il est préférable de calculer les évolutions sur la base des moyennes annuelles d'emploi.

Dans ce cas, le gain en emploi n'est plus que de 1 580 emplois, soit une croissance revue à 1,9%. Le même calcul appliqué aux effectifs salariés nationaux aboutit à une croissance de l'emploi de 2,8%. La reprise de l'emploi est donc bien là depuis le début de l'année 2015, mais à un rythme moins soutenu qu'au plan national.

Les bons résultats enregistrés dans les services, tant aux particuliers qu'aux entreprises (+500 et +563 emplois), de même que la croissance des effectifs de l'intérim (+1422 postes) sont obérés par la forte perte d'emplois dans les industries les moins dynamiques en termes d'emploi.

Evolution des effectifs salariés des différents groupes d'activités, en moyenne annuelle

	2015	2016	2017	évolution en volume
Industries dynamiques	1543	1579	1652	109
Industries stables	4491	4448	4451	-40
Industries en perte	10700	10150	9681	-1019
Intérim	3655	4564	5077	1422
Commerce	15140	14913	14897	-243
Construction	6360	6288	6466	106
Serv. aux entreprises	16828	17232	17391	563
Serv. aux particuliers	12087	12309	12587	500
Serv. Pub. et parapublics	13460	13452	13642	182
Total	84264	84935	85844	1580

La différence importante entre les variations d'emplois mesurées «en dynamique», trimestre après trimestre et celles mesurées sur la base des moyennes annuelles d'emplois est aussi indicatrice d'un mode de gestion particulière de la main d'oeuvre. Les personnes embauchées en grand nombre sur un trimestre peuvent ne plus être présentes le trimestre suivant car elles sont embauchées pour l'essentiel en contrats courts.



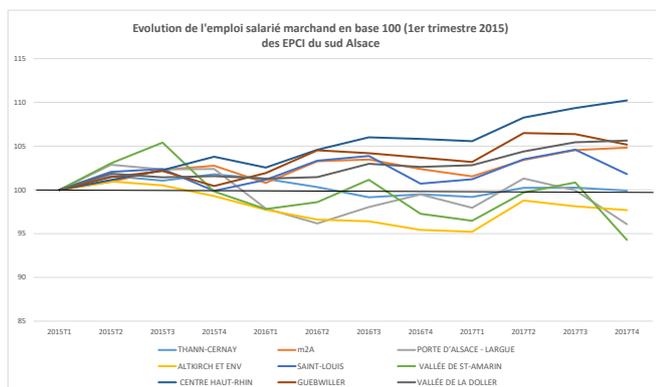
Quelles évolutions de l'emploi dans le sud Alsace ?

L'URSSAF fournit des données à l'échelle des EPCI du Haut-Rhin. C'est donc l'occasion de voir quels sont les territoires où l'emploi se montre plus ou moins dynamique et de proposer une estimation des pertes ou des gains en emploi moyen annuel. Compte tenu des volumes d'emploi faibles dans certains EPCI, une analyse détaillée par types d'activités ne peut être réalisée. Par contre, une évolution de l'emploi par grands secteurs peut être présentée.

Les dynamiques de l'emploi

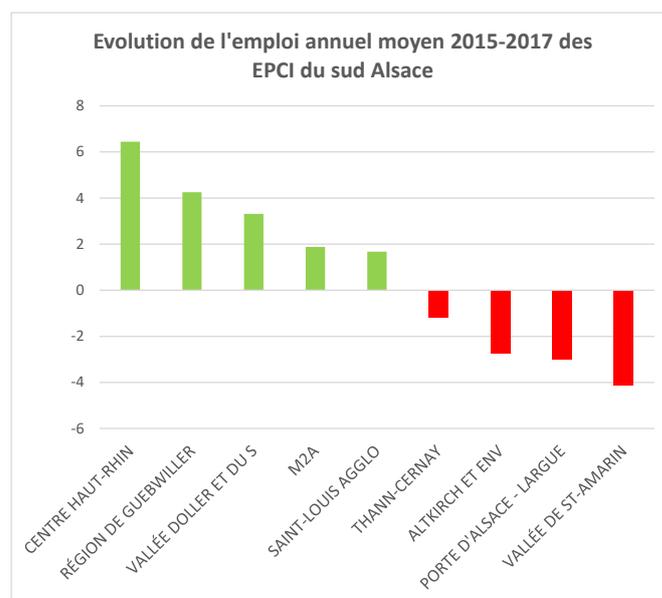
Les évolutions trimestrielles à compter du 1^{er} trimestre 2015 montrent quatre dynamiques différentes :

- La communauté du Centre du Haut-Rhin caracole en tête en termes de dynamique ;
- viennent ensuite les communautés de Guebwiller, de la Doller, de Mulhouse et de Saint Louis, qui ont effectivement connu une reprise de l'emploi.
- Ce n'est pas le cas de la communauté de Thann-Cernay, dont les effectifs sont atones.
- La situation est plus négative pour les communautés d'Altkirch, de la Porte d'Alsace et de Saint Amarin où la tendance est nettement régressive.



Les autres communautés perdent de l'emploi sur la période: Thann-Cernay -140, Altkirch -179, Porte d'Alsace -71 et Saint Amarin -70.

Evidemment ces volumes doivent être mis au regard du stock d'emplois. Il en ressort un dynamisme plus fort dans le nord de la zone et une situation préoccupante pour le Sundgau et la haute vallée de la Thur.



Les effectifs annuels moyens

L'évolution des effectifs annuels moyens reflètent ces dynamiques. Les plus importants gains d'emploi se trouvent dans m2A (+1 581), Guebwiller (+289), Saint Louis (-279) le centre du Haut-Rhin et la vallée de la Doller (+119).

Effectifs salariés annuels moyens des EPCI sud Alsace

	2015	2016	2017
CENTRE DU HAUT-RHIN	2 708	2 786	2 882
RÉGION DE GUEBWILLER	6 812	6 985	7 101
VALLÉE DOLLER ET DU S	3 591	3 622	3 710
M2A	84 263	84 934	85 844
SAINT-LOUIS AGGLO	16 684	16 880	16 964
THANN-CERNAY	11 731	11 609	11 591
ALTKIRCH ET ENV	6 535	6 297	6 356
PORTE D'ALSACE - LARGUE	2 341	2 249	2 270
VALLÉE DE ST-AMARIN	1 680	1 625	1 610

Naturellement, le poids des territoires où l'emploi croît se renforce dans le Sud Alsace.

L'agglomération mulhousienne représente ainsi 62% de l'emploi en 2017, L'agglomération de Saint Louis vient ensuite avec 12,3%, suivi par la communauté de Thann-Cernay (8,4%) et celle de Guebwiller avec 5,1% de l'emploi du sud Alsace.

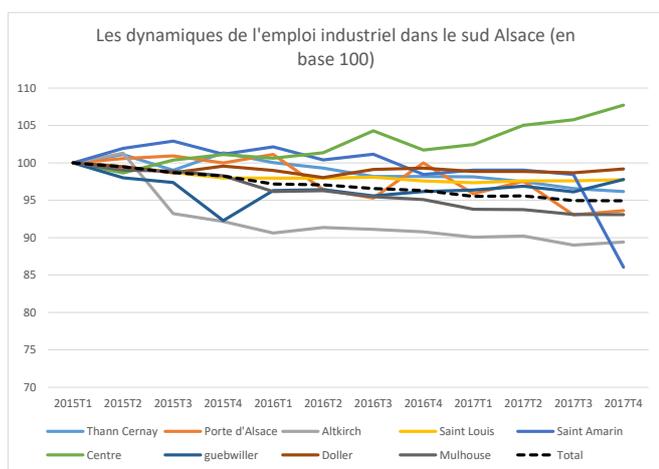
Les autres communautés ne représentent plus que 12% de l'emploi salarié marchand du sud Alsace.

La répartition sectorielle de l'emploi

Les données fournies donnent le détail des emplois trimestriels pour les activités suivantes : industrie, BTP, commerce, services et intérim.

• Dans l'industrie

La tendance observée est clairement à la baisse de l'emploi industriel. Seule la communauté du Centre du Haut-Rhin voit son nombre d'emplois industriels croître.



Mais cette dynamique de croissance porte sur de faibles volumes. Au mieux, deux communautés (Doller et Guebwiller) stabilisent leurs effectifs industriels sur la période.

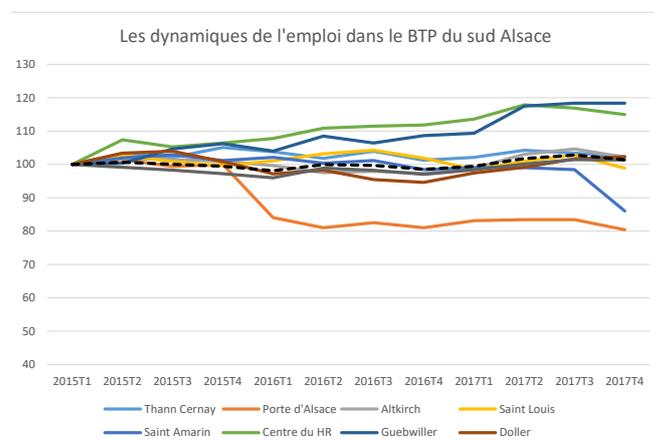
Au total, ce sont presque 1 300 emplois industriels qui ont disparu, soit une baisse de 3,9% entre 2015 et 2017

Effectifs annuels moyens dans l'industrie

	2015	2016	2017	evol en vol	évol en %
Thann Cernay	4477	4413	4331	-146	-3,3
Porte d'Alsace	534	523	506	-29	-5,3
Altkirch	1196	1125	1109	-87	-7,2
Saint Louis	5219	5159	5143	-76	-1,5
Saint Amarin	524	519	494	-30	-5,8
Centre	816	832	859	43	5,2
Guebwiller	1996	1979	1993	-3	-0,1
Doller	1569	1560	1561	-9	-0,5
Mulhouse	16734	16177	15784	-950	-5,7
Total	33064	32287	31778	-1286	-3,9

• Dans le BTP

L'emploi, globalement, se maintient. Deux communautés montrent une dynamique plus forte : Guebwiller et Centre du Haut-Rhin. A contrario, les dynamiques négatives concernent les communautés de Saint Amarin et de la porte d'Alsace.



Au final, le secteur du BTP ne crée que quelques dizaines d'emplois, soit une croissance de 0,6%

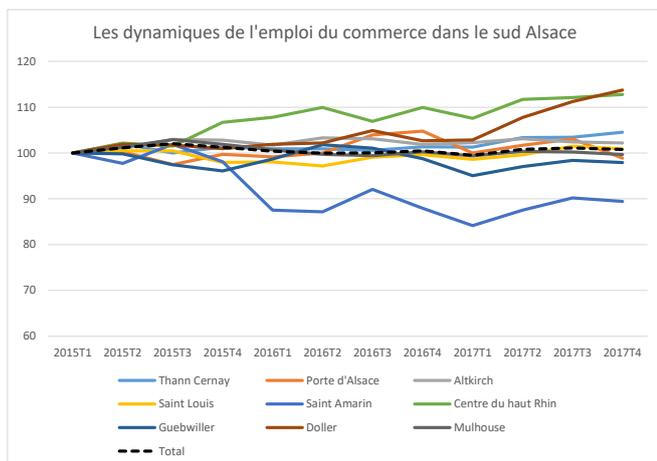
Effectifs annuels moyens dans le BTP

	2015	2016	2017	Evol en vol	Evol en %
Thann Cernay	727	727	728	1	0,1
Porte d'Alsace	333	273	275	-58	-17,4
Altkirch	827	803	826	-1	-0,1
Saint Louis	1018	1036	1021	2	0,2
Saint Amarin	524	519	510	-14	-2,7
Centre du HR	540	569	593	53	9,8
Guebwiller	593	617	655	62	10,4
Doller	360	340	347	-14	-3,7
Mulhouse	6360	6288	6397	38	0,6
Total	11281	11171	11350	69	0,6



• Dans le commerce

Les dynamiques de l'emploi des différentes communautés sont assez similaires. Seules ressortent, avec une croissance plus soutenue, les communautés du Centre du haut-Rhin et de la Doller. A contrario, la communauté de Saint Amarin connaît une dynamique régressive de l'emploi dans le commerce.



Au final, l'emploi dans le commerce a reculé d'un peu plus de 100 postes (soit une décroissance de 0,6%), mais cela est essentiellement dû aux mauvaises performances en ce domaine de l'agglomération mulhousienne.

Dans les autres communautés, l'emploi est généralement stable ou en légère hausse, hormis le cas de Saint Amarin déjà cité.

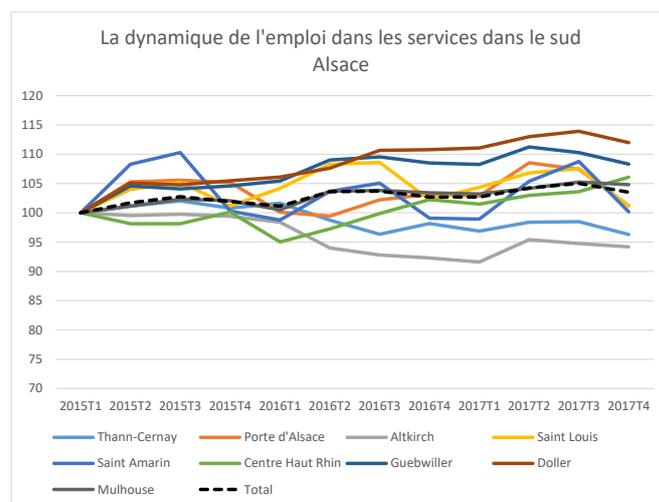
Effectifs annuels moyens dans le commerce

	2015	2016	2017	Evol en vol	Evol en %
Thann Cernay	1733	1735	1773	40	2,3
Porte d'Alsace	354	363	359	6	1,6
Altkirch	1476	1487	1487	12	0,8
Saint Louis	2500	2469	2511	11	0,4
Saint Amarin	264	235	233	-31	-11,7
Centre haut Rhin	474	502	513	39	8,2
Guebwiller	1034	1052	1021	-13	-1,3
Doller	640	652	689	49	7,7
Mulhouse	15140	14913	14897	-243	-1,6
total	23614	23408	23483	-131	-0,6

• Dans les services

Hormis Altkirch et Thann-Cernay, tous les EPCI sont bien orientés quant aux évolutions de l'emploi dans les services. Les plus dynamiques sont les communautés du Centre du haut-Rhin, de Guebwiller, de la Doller.

A noter qu'à Saint Amarin, malgré les problèmes rencontrés par ailleurs, les effectifs des services sont à peu près stabilisés.



L'emploi croît globalement de plus de 1 400 postes de travail, soit une croissance de 2,2% des effectifs annuels moyens entre 2015 et 2017.

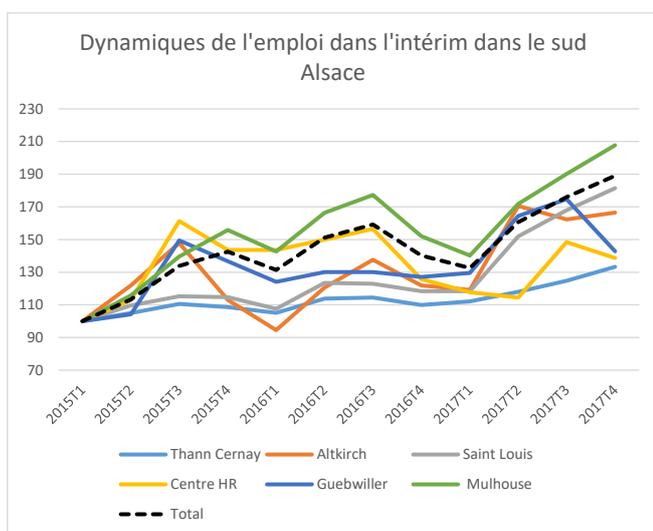
Effectifs annuels moyens dans les services

	2015	2016	2017	Evol en vol	Evol en %
Thann-Cernay	4103	4010	3961	-141	-3,4
Porte d'Alsace	1120	1090	1131	11	1,0
Altkirch	2861	2709	2698	-163	-5,7
Saint Louis	7515	7752	7689	174	2,3
Saint Amarin	682	662	673	-9	-1,4
Centre Haut Rhin	798	794	834	36	4,5
Guebwiller	2986	3125	3165	179	6,0
Doller	1022	1071	1107	85	8,3
Mulhouse	42375	42992	43621	1245	2,9
Total	63461	64204	64877	1416	2,2

• Dans l'intérim

Tous les territoires ne disposant pas d'agences d'intérim, certains n'apparaissent pas dans les données présentées ci-après.

D'une manière générale, il s'agit d'un secteur dynamique, qui concentre les créations de postes. Mulhouse a une place à part, avec une dynamique beaucoup plus forte que dans les autres territoires. Thann-Cernay, dont on a vu que l'industrie était à la peine, a la plus faible progression (en %) des effectifs intérimaires.



L'emploi moyen croît de 1 800 postes entre 2015 et 2017, et ces postes sont concentrés à 79% dans l'agglomération mulhousienne.

Effectifs annuels moyens dans l'intérim

	2015	2016	2017	Evol en vol	Evol en %
Thann Cernay	691	723	796	104	15,1
Altkirch	176	173	226	50	28,1
Saint Louis	432	464	609	177	40,9
Centre HR	80	89	80,50	0	0,3
Guebwiller	204	212	254	50	24,7
Mulhouse	3655	4564	5077	1422	38,9
Total	5238	6225	7041	1803	34,4

Synthèse

Un territoire qui se recompose

Le sud Alsace, tel que le donnent à voir les données disponibles sur l'emploi salarié privé entre 2015 et 2017, se recompose.

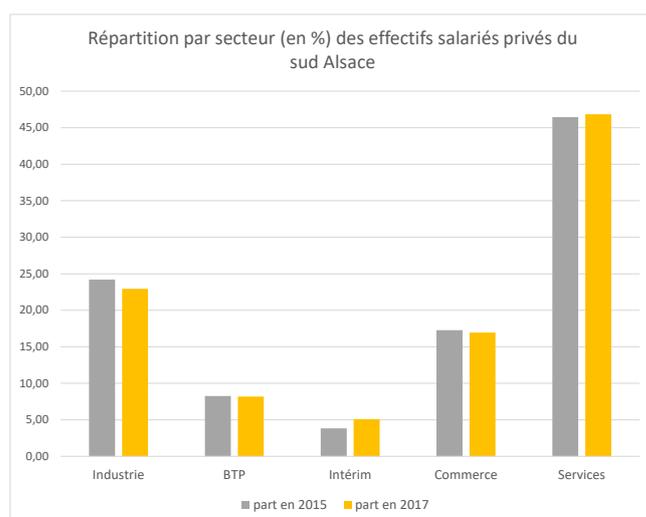
De manière générale, **l'emploi est de moins en moins industriel**, avec des pertes importantes d'effectifs dans la région mulhousienne et dans la communauté de Thann Cernay.

Avec toutefois une nuance à apporter : **les emplois intérimaires explosent**, (dont une bonne partie sont exécutés dans l'industrie) notamment dans la région mulhousienne. Mais aussi dans l'agglomération de Saint Louis.

Les emplois commerciaux se redistribuent, avec une baisse des effectifs dans l'agglomération mulhousienne, et un maintien voire une légère croissance dans les autres territoires (hormis Saint Amarin et Guebwiller qui connaissent une légère baisse en volume).

Le profil serviciel se confirme avec d'importants gains d'emplois, dans la région mulhousienne, mais aussi dans les communautés de Guebwiller et de Saint Louis. Par contre, celles de Thann-Cernay et Altkirch vont à contre-courant et perdent de l'emploi dans les activités de services. Faut-il y voir un rôle de centralité moins affirmé ? Ou un effet de proximité par rapport à Mulhouse ?

Le secteur dont les effectifs sont les plus stables est le BTP qui se maintiennent à peu près partout, sauf peut-être dans la communauté de la porte d'Alsace.



Quels types de postes créés en 2015, 2016 et 2017 dans la région mulhousienne ?

L'objet de ce chapitre est de faire le point sur les pratiques de recrutement des différents groupes d'activités identifiés.

On s'intéresse d'abord à la dynamique de rotation du personnel au travers du ratio somme des DPAE/ effectifs annuels moyens. Cela permet de savoir combien de recrutements ont eu lieu pour 100 postes de travail «en stock» au cours de l'année. Les types de contrats sont ensuite analysés (CDI, CDD courts ou CDD longs) pour connaître la forme d'emploi privilégiée, ce qui constitue aussi un indicateur de précarité de l'emploi pour chaque activité.

A savoir

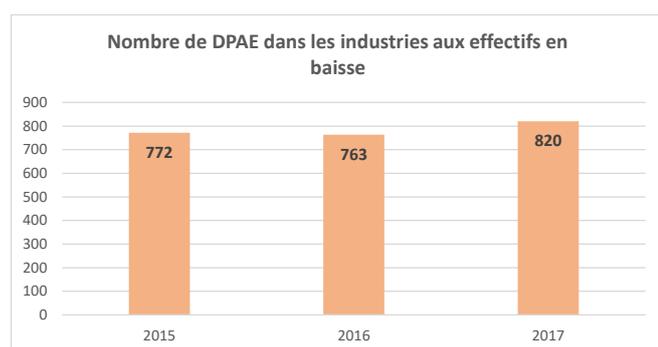
La Déclaration Préalable A l'Embauche (DPAE) est un document que toute entreprise doit envoyer à l'URSSAF avant la prise de poste d'un nouveau salarié, quel que soit le type de contrat signé. Sont distingués les Contrats à Durée Indéterminée, les Contrats à Durée Déterminée longs (de plus d'un mois) et les Contrats à Durée Déterminée courts, de moins d'un mois.

➔ Dans l'industrie

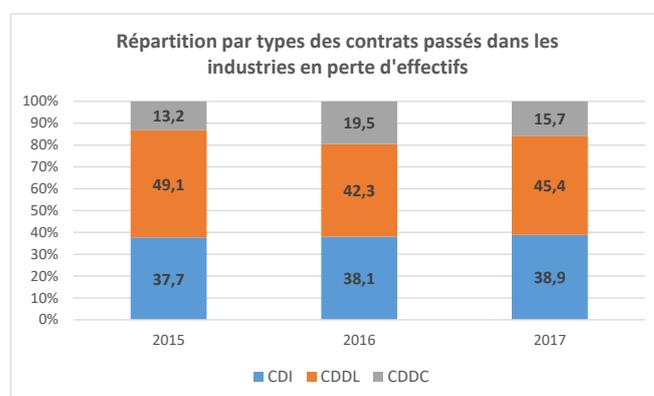
Les trois groupes identifiés (effectifs stables, en croissance ou en baisse) vont être analysés. Cela fait apparaître une différence forte entre les entreprises en croissance et celles aux effectifs stables : dans les unes, le CDI est privilégié, dans les autres, les entreprises recherchent plutôt de la main d'oeuvre d'appoint et recrutent davantage en CDD courts.

• Les activités en perte d'effectifs

Dans les activités en perte d'effectifs, le ratio entre DPAE et l'emploi annuel moyen s'établit, selon les années, à 7,2 - 7,5 - 8,5. C'est le plus faible de toutes les activités. Cela semble logique (les effectifs globalement baissent), mais cela permet de vérifier qu'il n'y a pas substitution d'une forme d'emploi (plus stables) par une autre, plus précaire.

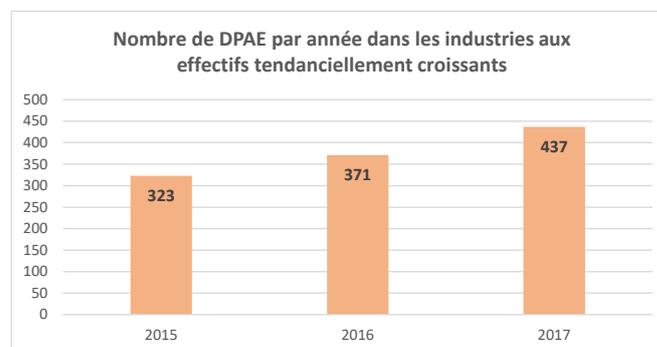


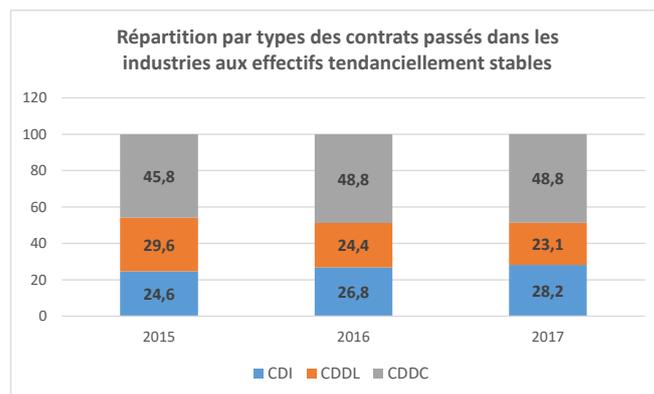
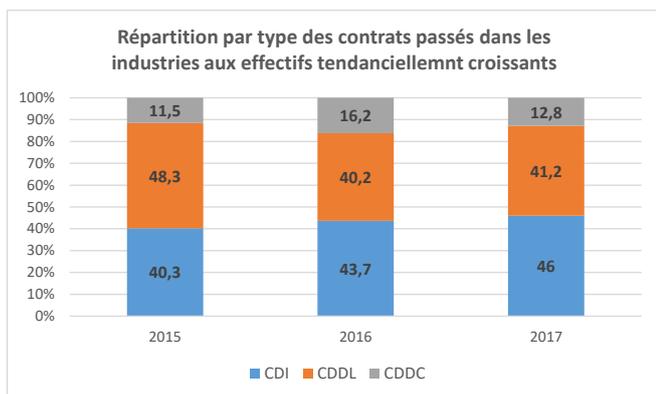
Lorsque recrutement il y a, les CDI et contrats longs sont privilégiés. Les contrats courts ne représentent, au plus, en 2016, que 20% des contrats. A noter qu'il y a dans ces activités une forte saisonnalité des recrutements, concentrés sur le 3^{ème} trimestre de chaque année.



• Les activités aux effectifs croissants

Le ratio entre le nombre de DPAE et l'emploi annuel moyen s'établit à 20,9 - 23,5 - 26,5. Soit de 21 à 27 contrats pour 100 postes de travail. La hausse du ratio et du nombre de DPAE est logique (les effectifs croissent), mais l'ampleur de la hausse est limitée par le fait que les contrats CDI et





CDD longs sont fortement privilégiés. Ils représentent plus de 84% des contrats. Avec un record en 2017 : 46% de CDI, ce qui peut refléter la confiance dans l'avenir de ces activités ou des difficultés à recruter et la nécessité d'offrir des postes stables pour attirer la main d'oeuvre qualifiée.

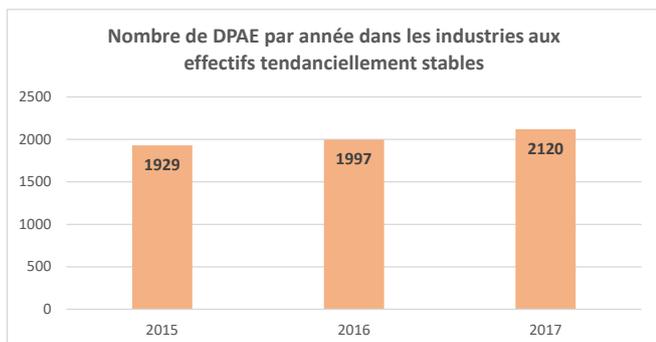
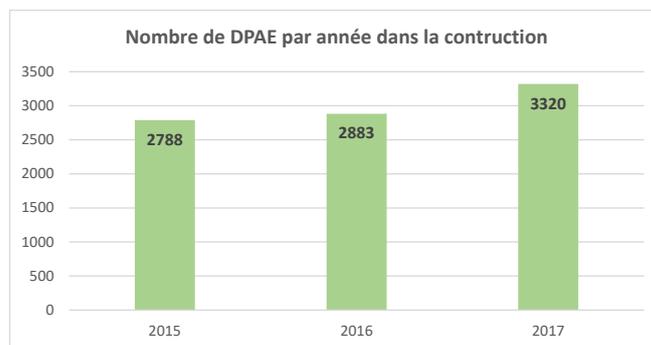
→ La construction

Dans la construction, le ratio entre DPAA et effectifs annuels moyen s'établit à 43,8 - 45,9 - 51,3. Entre 2015 et 2016, le ratio n'augmente que peu. Les effectifs moyens sont en baisse et les entreprises assurent les surcharges de travail en recourant essentiellement à des CDD courts.

• Les activités aux effectifs stables

Changement de logique avec les industries dont les effectifs sont à peu près stables. L'essentiel des DPAA (entre 81 et 85% selon les années) est dû aux industries agro-alimentaires, ce qui explique qu'il y ait une forte saisonnalité des recrutements concentrés sur les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres de chaque année.

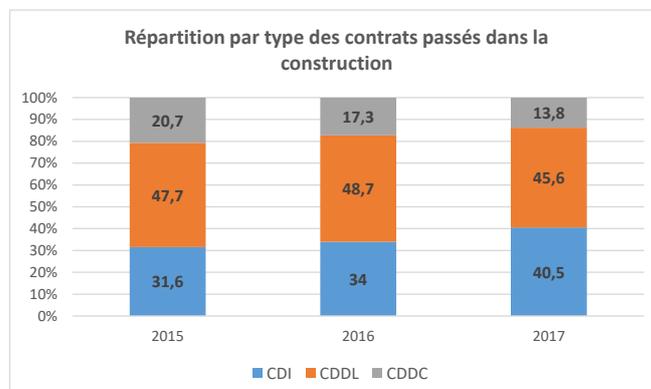
Dans ce groupe d'activités, le ratio DPAA sur l'emploi annuel moyen s'établit à 43 - 44,9 - 47,6. Le ratio est donc nettement supérieur aux autres activités industrielles.



Par contre, lorsque les effectifs moyens sont en hausse, comme entre 2016 et 2017, le ratio augmente fortement. Les entreprises embauchent davantage en CDI et recourent beaucoup moins aux CDD courts. En 2017, ils ne représentent plus que 14% des contrats.

Ces activités ont leur personnel permanent et recourent à des CDD pour assurer les surcroûts d'activité. Ce qui explique qu'il y ait relativement peu de CDI dans les recrutements (moins de 30%).

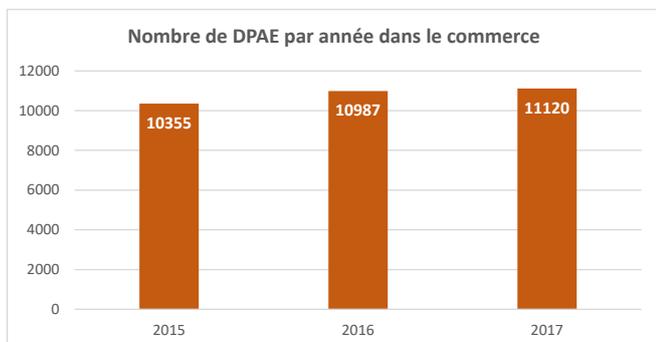
Le taux de CDD courts est par contre élevé et atteint 49% en 2017. A noter toutefois que la part des CDI a légèrement augmenté depuis 2015, mais cette hausse s'est accompagnée d'une baisse de la part des CDD longs.





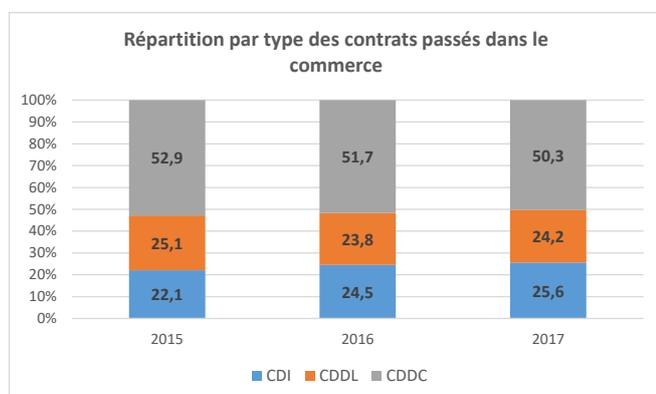
➔ Le commerce

Dans les activités commerciales, il existe bien des pics de recrutement (3^{ème} trimestre de chaque année), mais le niveau des DPAE est toujours élevé. Et pour cause, le ratio entre DPAE et les effectifs annuels moyens sont de 68,4 - 73,7 - 74,7.



Comme dans la construction, la baisse des effectifs entre 2015 et 2016 se manifeste par un niveau relativement faible de DPAE en 2015. Elles sont alors alimentées par une part plus importante de contrats courts.

La stabilisation des effectifs entre 2016 et 2017 s'accompagne d'un plus grand recours aux CDI et à un recul des CDD courts.



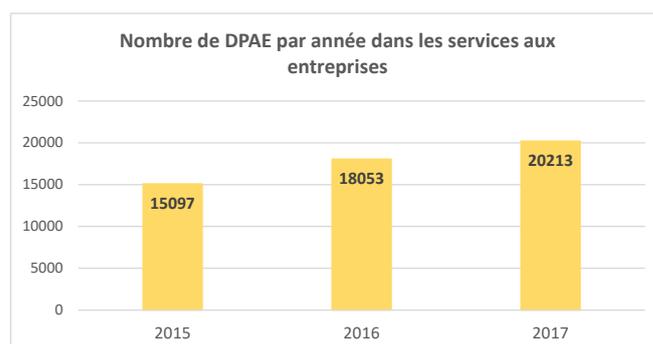
Pour mémoire, le secteur du commerce regroupe aussi bien le commerce de détail (petites boutiques, grande distribution...) que le commerce de gros dit commerce inter-entreprises. Les données disponibles ne permettent pas de savoir si ces évolutions concernent l'une ou l'autre des formes de commerce. Une évolution plus favorable de l'industrie pourrait avoir entraîné une reprise de l'emploi dans le commerce inter-entreprises. Cette hypothèse reste à vérifier.

➔ Les activités de services

● Les services aux entreprises

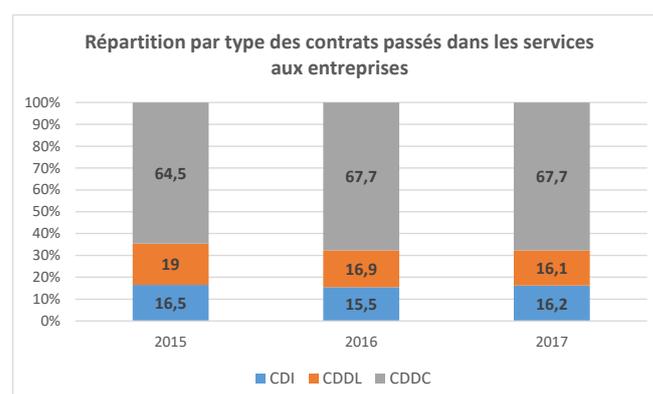
Dans ce domaine, comme dans le commerce, le niveau des embauches est toujours très élevé (pas moins de 3 000 par trimestre, avec un maximum à 6 000) et avec un léger pic au 3^{ème} trimestre.

Une grande partie des embauches est le fait de deux activités : le transport-entreposage (entre 500 et 1 000 DPAE par trimestre) et les activités de soutien aux entreprises (surveillance, entretien...) qui représentent



entre 2 000 et 4 000 DPAE par trimestre. A elles deux, ces activités représentent 90% des DPAE de ce groupe.

Dans ces activités, le ratio des DPAE par rapport aux effectifs annuels moyen est de 89,7 - 104,7 - 116,2. C'est dire qu'en 2017, il y a eu plus d'embauches que de postes «en stock».



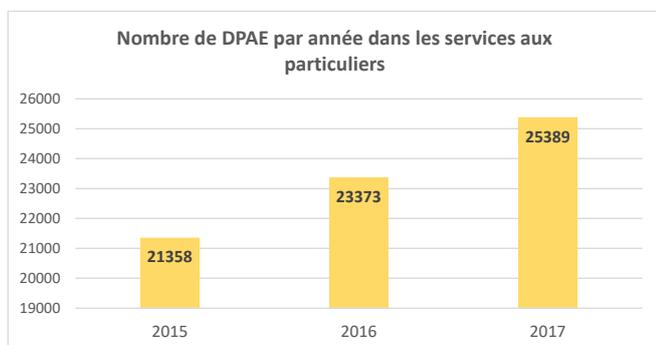
La croissance des DPAE est liée en partie à la croissance des effectifs. Les effectifs moyens passent de 16 828 en 2015 à 17 391 en 2017. Mais aussi au fait qu'il y a très peu d'embauches en CDI (aux alentours de 16%). L'essentiel des embauches se fait par des CDD courts dont la part a augmenté depuis 2015 pour s'établir à 67,7% en 2017.

• Les services aux particuliers

Les DPAE dans ces activités sont également toujours à un niveau très élevé, entre 4 500 et 6 000 par trimestre. Avec une saisonnalité très particulière puisque les pics d'embauche ont lieu au 3^{ème} trimestre et qu'ils sont systématiquement suivis d'une décroissance des embauches les deux trimestres suivants.

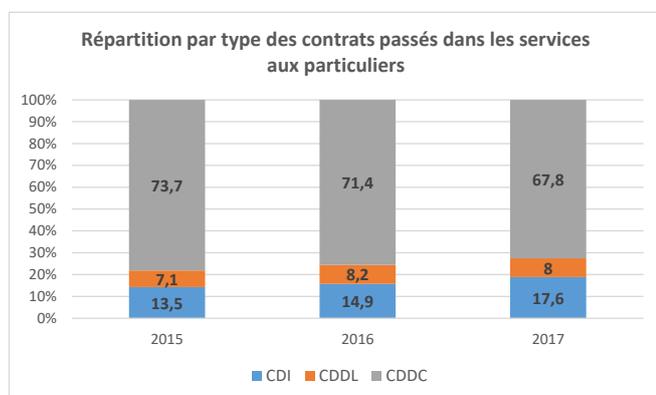
Un pas est encore franchi puisque le ratio DPAE/effectifs annuels moyens s'établit à 176,7 - 178,3 - 171,8. C'est à dire qu'il y a presque deux embauches pour un emploi «en stock».

Le volume des DPAE est porté par deux activités : l'hôtellerie-restauration qui signe entre 2 et 3 000 contrats par trimestre et le secteur des arts, spectacles et activités récréatives qui représente entre 1 500 et 2 000 DPAE par trimestre. A elles deux, ces activités pèsent pour plus de 83% des contrats passés.



Cette forte rotation de l'emploi s'explique certes par la croissance des effectifs moyens (qui passent de 12 087 en 2015 à 12 587 en 2017), mais surtout par le fait que le CDI est l'exception.

Malgré sa légère augmentation entre 2016 et 2017, le taux de CDI n'atteint pas 20% en 2017.



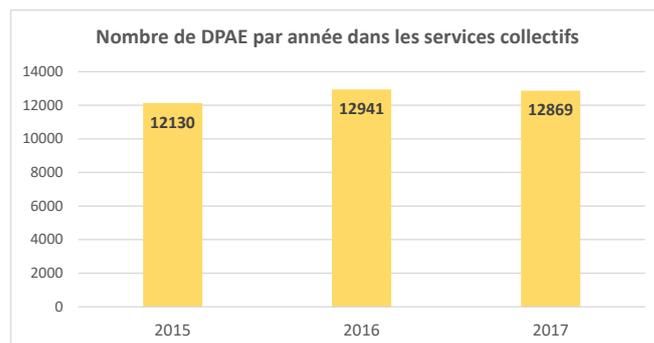
Les services collectifs

Dans les services collectifs, le ratio DPAE sur effectifs moyens annuels est moins élevé que dans les services aux particuliers, mais il s'établit tout de même à 90,1 - 96,2 - 94,3.

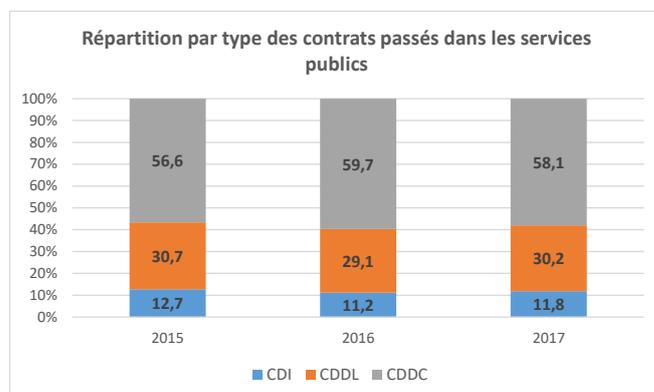
Sont au premier plan concernées deux activités :

- les activités pour la santé humaine qui représentent entre 500 et 1000 DPAE par trimestre et

- les activités d'action sociale et d'hébergement médico-social qui comptent pour 1700 à 2 300 DPAE par trimestre.



Dans ces activités, le CDI est réduit à la portion congrue : aux alentours de 12%. On y trouve un peu moins d'un tiers de CDD longs, le solde à presque 60% étant le fait des CDD courts.



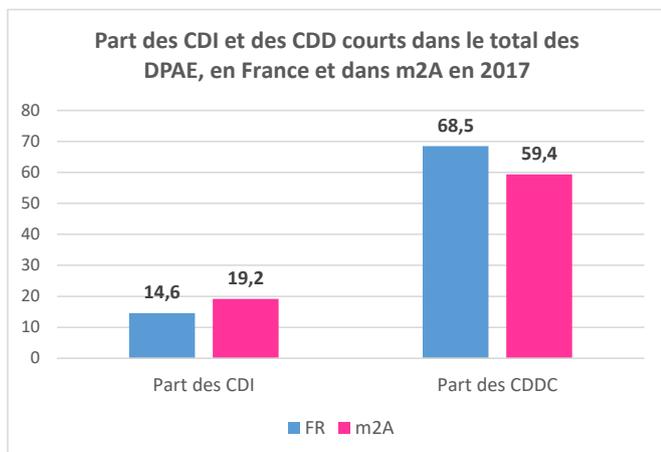


Synthèse : une situation paradoxale

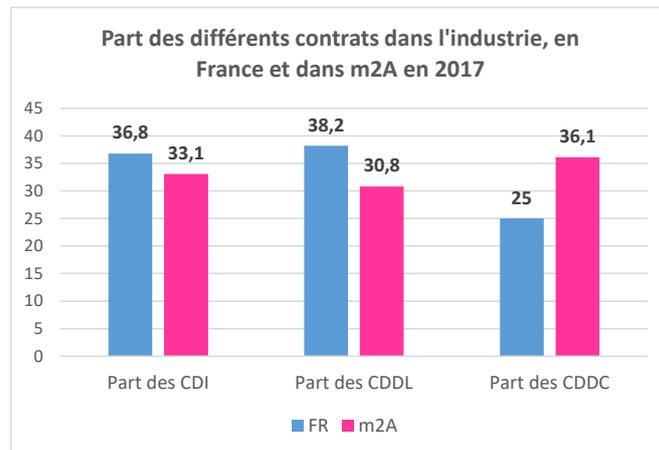
L'analyse des déclarations préalables dans m2A montre clairement que **la rotation du personnel est très différente d'un groupe d'activités à un autre**. Elle est relativement faible dans l'industrie et la construction, un peu plus élevée dans le commerce et explose dans les services, notamment aux particuliers. Le recours aux contrats courts suit la même logique. Il est plus restreint dans l'industrie et la construction, atteint la moitié des contrats dans le commerce et passe souvent la barre des 70% dans les services.

Sachant que le poids local de l'industrie est un peu plus élevé qu'au plan national et qu'au contraire le poids des services est un peu moindre qu'au plan national, il semblerait donc logique que l'emploi soit moins précaire dans l'agglomération mulhousienne qu'en France.

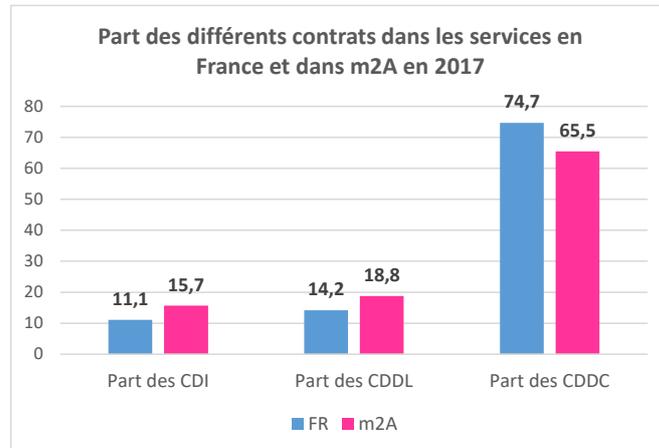
De fait, **dans m2A, la part des CDI est plus élevée qu'en France** et la part des contrats courts est plus faible qu'en France.



Cette explication n'est pourtant pas la bonne. La moindre précarité de l'emploi local n'est pas due à l'industrie, tout au contraire. Certes l'emploi y est plus stable que dans les autres activités mais, **comparativement au niveau national, les entreprises industrielles locales recourent beaucoup moins aux CDI et aux CDD longs**. Conséquence : le poids des CDD courts est ici beaucoup plus important.



Le phénomène inverse se retrouve dans les services. La part locale des CDI et contrats à durée déterminée longs est plus importante qu'au plan national. Logiquement, la part des CDD courts est sensiblement plus faible localement qu'en France.



Dans le commerce et la construction il existe quelques différences dans l'usage des différents types de contrats, mais dont l'ampleur est très limitée.

Nous sommes donc face à une énigme. Il y a manifestement **un fonctionnement spécifique du marché du travail** dans les secteurs de l'industrie et des services ; seule une enquête permettrait d'en connaître les raisons.



A retenir

Il y a, indéniablement, une reprise de l'emploi salarié privé dans la région mulhousienne. Mesurée par rapport au début de l'année 2015, la croissance des postes de travail à la fin 2017 atteint 4,8%.

Cette reprise concerne inégalement les EPCI du sud Alsace puisqu'elle n'est pas constatée pour les communautés de la Porte d'Alsace Largue, d'Altkirch et environs et dans une moindre mesure de Thann Cernay.

L'essentiel des postes sont occupés par des personnes employées en CDD courts qui représentent 60% des contrats passés en 2017. Leur part ne varie pas sensiblement entre 2015 et 2017.

C'est pourquoi il existe une grande différence entre les évolutions trimestrielles et les évolutions mesurées en termes de moyenne annuelle. **La croissance de l'emploi salarié marchand ne représente «que» 1 580 postes** de travail quand elle est calculée à partir des moyennes annuelles d'emploi.

Toutes les activités ne sont pas concernées par cette reprise.

- **Quelques activités industrielles gagnent bien des emplois** : Fabrication d'équipements et de machines, eau et gestion des déchets : +100 postes
- **d'autres ont réussi à stabiliser leurs effectifs** (chimie, agroalimentaire, plasturgie, produits informatiques)
- **mais, globalement, l'industrie perd des postes de travail**, notamment dans l'industrie automobile, le textile-habillement, le travail du bois ou des métaux... qui perdent 1 000 postes. Ces activités sont les principales employeuses dans l'industrie de la région mulhousienne.
- **Le commerce est également orienté à la baisse des effectifs dans l'agglomération mulhousienne** (-240 postes), alors que ses effectifs tendent à croître dans les autres EPCI du sud Alsace. Cela manifeste une diffusion du commerce sur le territoire qui ne se concentre plus dans les grandes zones commerciales de l'agglomération mulhousienne.
- **La construction a des effectifs annuels moyens à peu près stables**, en légère hausse (+100 postes).

• **C'est dans les services que les gains sont les plus importants**, aussi bien dans les services aux entreprises (+500 postes) que dans les services orientés vers les personnes (+500 postes également) ou les services au public qui sont tirés par les activités liées à la santé (+160 postes).

• Et, naturellement, **l'intérim reste la principale activité créatrice d'emplois** (+1 400 postes entre 2015 et 2017), avec une dynamique bien plus marquée qu'au plan national.

Chacune de ces activités a sa propre logique ou ses propres modalités de recrutement.

• **Dans l'industrie, le CDI ou le contrat à durée déterminée long est privilégié** lorsque les effectifs moyens sont croissants. Mais, lorsque les effectifs moyens sont stables, les entreprises ont leur main d'œuvre permanente et font appel aux CDD courts en cas de pics d'activités.

• **Dans la construction, la croissance des effectifs s'accompagne d'un plus grand recours aux CDI**, avec une forte baisse des CDD courts.

• **Le commerce est dans une situation intermédiaire** puisque les CDD courts représentent à peu près la moitié des contrats passés.

• **Les services battent des records en termes d'embauches en contrats courts.** Et ce qu'il s'agisse de services au public (58% de CDD courts en 2017) ou de services aux entreprises ou aux particuliers (respectivement 67,7% et 67,8% des contrats en 2017).

Traduits en indice de rotation de l'emploi, (en rapportant le nombre de contrats passés dans l'année à la moyenne annuelle d'emploi), cela signifie que dans les services, contrairement aux autres secteurs d'activités, il y a plus d'embauches chaque année que de postes « en stock ».

Dans la région mulhousienne, **la précarité de l'emploi demeure inférieure à celle constatée au plan national.** Et, paradoxalement, à ce niveau de comparaison, les industries locales sont nettement moins vertueuses que les activités de services.

A lire sur www.aurm.org

Les évolutions récentes de l'emploi salarié : la reprise a (enfin) eu lieu, janvier 2017

Les évolutions récentes de l'emploi salarié : un peu d'optimisme pour l'avenir ?, avril 2017

Les évolutions récentes de l'emploi salarié : des résultats décevants au 1^{er} trimestre 2017, août 2017

Les évolutions récentes de l'emploi salarié : Ouf! c'est reparti, novembre 2017

Les évolutions récentes de l'emploi salarié : la croissance s'affirme, janvier 2018

Document réalisé par

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne
www.aurm.org

33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

Rédaction : Didier Taverne,
didier.taverne@aurm.org
Janvier 2018

Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et la référence exacte.